

Benjamin Stora nommé à la tête de la Cité de l'immigration

L'historien, spécialiste de la guerre d'Algérie et du Maghreb, succède à Jacques Toubon

C'est finalement l'historien Benjamin Stora qui prendra la tête de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Sa nomination a été confirmée, vendredi 1^{er} août, par Matignon. Il revenait en effet au premier ministre Manuel Valls de désigner le successeur de Jacques Toubon, qui occupe depuis début juillet le poste de Défenseur des droits. M. Stora, nommé président du conseil d'orientation – son titre exact –, « a la responsabilité de donner un nouvel élan à cette belle et importante institution », a indiqué Matignon dans son communiqué.

Alors que M. Toubon, au profil très politique, occupait la fonction depuis 2007, le choix de M. Stora, spécialiste du Maghreb, de la décolonisation et de la guerre d'Algérie, se veut un tournant dans l'histoire du musée. « *L'immigration est un sujet qui fait débat. Après la période héroïque de M. Toubon [qui a imposé au forceps la création de la Cité] nous souhaitons un scientifique à notre tête* », a indiqué Luc Gruson, directeur général de l'établissement. « *Je suis très heureux. (...) C'est un aboutissement pour moi* », a dit M. Stora à l'AFP.

Deux autres personnalités étaient candidates ; la chercheuse au CNRS spécialiste des migrations Catherine Wihtol de Wenden, et l'ancien directeur de l'Institut natio-

nal d'études démographiques, François Heran. Tous les trois étaient membres du conseil d'orientation du musée. Ils connaissent la maison. Mais le parcours

**M. Stora
a très tôt compris
les enjeux
mémoires et rejette
la culture
de la « repentance »**

personnel de M. Stora, son domaine de recherche et ses liens privilégiés avec François Hollande ont fait la différence.

Agé de 63 ans, M. Stora est né à Constantine, en Algérie, et a grandi dans une famille modeste de la communauté juive d'Afrique du Nord sous la colonisation française. Comme beaucoup d'autres, il est contraint par la guerre d'indépendance à fuir le pays. La famille Stora débarque en France en 1962. M. Stora a alors 12 ans. Cet exil le marquera durablement.

Les liens de M. Stora avec le monde politique ont fluctué. Militant trotskiste dans sa jeunesse, bref adhérent au Parti socialiste, il a renoncé à tout engagement en 1988. Mais en 2006, il a été présenté à M. Hollande et en est devenu l'un



Benjamin Stora, en 2010. BERTRAND LANGLOIS/AFP

des conseillers informels. En 2012, il était ainsi du premier voyage officiel du président en Algérie.

Si M. Stora a été choisi pour le musée de l'immigration, c'est toutefois surtout pour son travail reconnu d'historien. En plus de la décolonisation et de la guerre d'Algérie, M. Stora connaît très bien l'histoire de l'immigration maghrébine. Un domaine auquel il a été l'un des premiers à s'intéresser à partir des années 1990 et qui prend tout son sens alors que les diasporas maghrébines comptent parmi les plus importantes de France après celles des Portugais, des Italiens et des Espagnols.

Benjamin Stora a aussi la particularité d'avoir très tôt compris les enjeux mémoriaux. Aujourd'hui professeur à l'université Paris-XIII et à l'Institut national des langues et civilisations orientales, il milite depuis des années pour que plus d'espace soit accordé à ses sujets de prédilection dans les manuels scolaires. M. Stora rejette l'idée de cultiver ainsi la « repentance ». A ses yeux, le travail de mémoire évite justement la guerre des mémoires.

Dans le domaine des relations entre la France et l'Algérie, il voit la recherche historique comme l'outil-clé de l'apaisement. L'un de ses grands rêves serait de réconci-

lier la mémoire des nostalgiques de l'Algérie française avec celle des enfants de l'immigration. « *Six à sept millions de personnes vivent aujourd'hui en France avec ces souvenirs*, expliquait-il dans *Le Figaro*, en 2006. *Les jeunes de banlieues se réfèrent constamment à ces épisodes, souvent fantasmés et déformés, tant par le traumatisme que par la carence universitaire.* »

Le choix de M. Stora est relativement consensuel chez les spécialistes. Beaucoup ont salué son arrivée, vendredi, sur les réseaux sociaux. D'autant plus que depuis sa création en 2007, le musée de l'immigration a eu du mal à s'instal-

ler dans le paysage culturel. Jamais vraiment inauguré, sa fréquentation a longtemps patiné. « *Je suis sûre qu'il donnera de l'envergure et de la vigueur* », s'enthousiasme ainsi Mercedes Erra, présidente du conseil d'administration de l'institution, par ailleurs patronne exécutive d'Havas WorldWide.

Manuel Valls et M. Stora se connaissent depuis les bancs de la fac de Tolbiac. Mais la voix de Mercedes Erra, fille d'immigrés catalans, elle-même nommée par M. Valls en 2012, a beaucoup compté dans la désignation de l'historien par le premier ministre. ■

ELISE VINCENT